

Prix à la consommation en Martinique en 2006 : Pas de décélération

En 2006, les prix en Martinique ont augmenté de 2,4% en moyenne¹, tout comme en 2005.

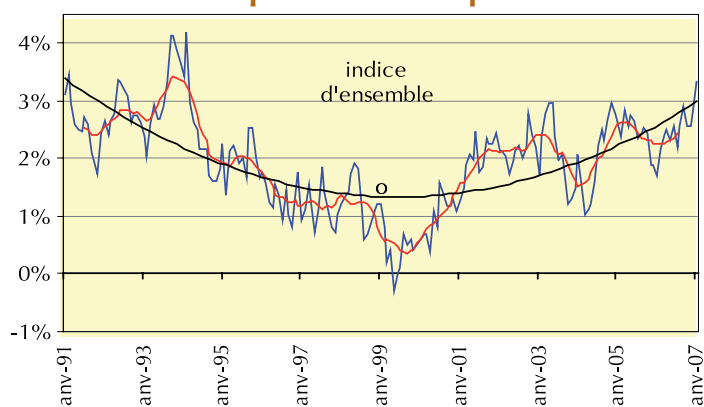
Toutefois si le profil de 2005 montrait une décélération progressive tout au long de l'année (le glissement annuel² est passé de +2,8% à +1,9% entre le début et la fin de l'année), en 2006 au contraire c'est à une accélération que la Martinique a dû faire face, avec un glissement annuel qui atteint +2,8% en fin d'année.

La principale explication du maintien du rythme de l'inflation à ce niveau est le prix des carburants qui se répercute aussi sur celui des transports.

Le rythme de croissance des prix est un peu supérieur en Martinique à celui de la France métropolitaine. Entre janvier 1990 et décembre 2005, les augmentations cumulées des prix de détail sont de 36% en Martinique contre 33% en France métropolitaine. En 2006, l'évolution en Martinique est encore plus rapide qu'en France métropolitaine (+2,4% contre +1,7% en moyenne). Le résultat de 2006 ne s'écarte pas significativement de son rythme tendanciel (+2,3% par an).

Comparé aux Antilles-Guyane, le rythme de croissance des prix est ici encore supérieur à celui de la Guyane où la hausse cumulée sur 15 ans est de 28% et de la Guadeloupe (34%). L'année 2006 reste conforme puisque les deux autres régions ont un rythme plus faible (+2,1% pour les deux).

Les prix en Martinique

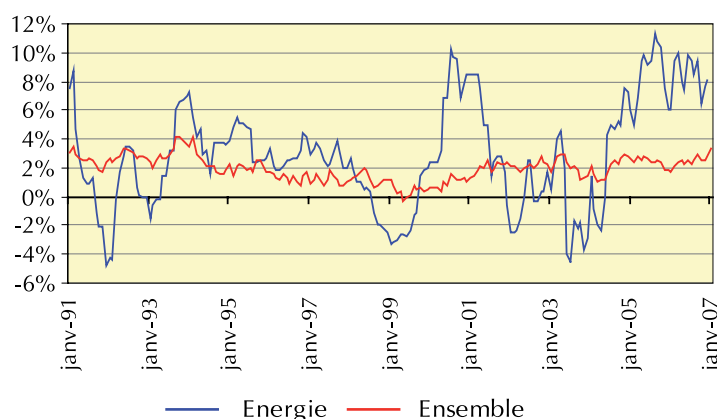


L'énergie, principale source de hausse des prix

Le poste « énergie » est composé des carburants, du gaz et de l'électricité. Il représente 9% des dépenses des ménages, dont près de 7% pour les seuls carburants. Avec une croissance en moyenne de 8,3% en 2006, l'énergie contribue pour 0,7 point aux 2,4% de hausse des prix observée en 2006.

Les prix de l'énergie, poussés par les carburants, sont orientés à la hausse depuis mi-2004. Après s'être accélérés jusqu'au milieu de 2005, ils se maintiennent sur un rythme de 6%. Au sein de cet indice, les tarifs de l'électricité domestique, qui n'avaient pas été révisés depuis juillet 2003, ont été revalorisés de 3,6% en 2006. Les tarifs du gaz, réglementés comme ceux des carburants, ont fait l'objet de 10 arrêtés de modification tout au long de l'année, 8 fois à la hausse et 2 fois à la baisse. Au total, le prix de la bouteille de 12,5 kilos est passé de 19,16 euros à 20,72 euros entre janvier et décembre (+8,1%). La hausse avait été de 5,7% en 2005. Les prix des carburants à la pompe ont été modifiés tout aussi fréquemment, d'abord à la hausse jusqu'en septembre. Le prix du litre de gas-oil est passé progressivement de 0,85 euro à 1,02 euro et celui de l'essence de 1,23 à 1,40 euro. Les baisses de fin d'année ont ramené leurs prix respectifs à 0,98 et 1,31 euro. Au total la hausse des carburants et lubrifiants atteint 9,9% sur l'année. Cumulée depuis le début de la flambée des cours du pétrole (début 2004) elle est de 31%. Sur la même période, le cours du pétrole brut en euros a augmenté de 60% (la variété Brent est passée de 24 à 41 euros le baril).

Évolution des prix de l'énergie



¹ Le calcul en moyenne consiste à comparer la moyenne des 12 indices mensuels de l'année à la moyenne des 12 indices de l'année précédente.

² Le calcul en glissement sur 12 mois consiste à comparer un mois particulier au même mois de l'année précédente. Le glissement annuel de fin d'année consiste donc à comparer l'indice de décembre à l'indice de décembre de l'année précédente.



Les prix des services (y compris les transports) ont augmenté un peu plus que l'ensemble (+ 2,7%). Du fait de leur poids important dans la consommation des ménages (40%), ils contribuent pour 1,1 point à la hausse totale, ce qui fait de ce poste le principal contributeur à la hausse des prix, avant l'énergie.

Le rythme de hausse des prix des services retrouve celui des années 2002 et 2003 et se situe exactement dans la moyenne des 15 dernières années (+2,7% par an).

Dans les services liés au logement, les loyers restent plutôt sages (+1,6%) grâce aux logements sociaux. La seule hausse notable (9,8%) concerne l'eau. Depuis 2002, la hausse cumulée est de 55%. Les tarifs pratiqués dans les transports en commun (terrestres, maritimes et aériens confondus) augmentent de 15%, après avoir baissé de 4% en 2005. Ils contribuent pour 0,4 point à la hausse de 2,4% de l'indice d'ensemble. La réparation-entretien des véhicules augmente de 7,6% en raison de la revalorisation de l'heure de mécanique auto qui passe de 44,58 euros à 48,74 euros. Depuis 2002, la hausse cumulée atteint 51% !

L'inflation des prix reste contenue dans la réparation des appareils audio-visuels (+0,4%) et les soins personnels (salons de coiffure, esthétique ...) qui augmentent de 0,8%. Les services de santé enregistrent peu de modifications. Les plus importantes concernent les services externes à l'hôpital (+2,8%) et les services médicaux et paramédicaux (+3,8%).

Les tarifs postaux ont été revalorisés de 3,8%. Les prix de la restauration augmentent peu (+2,2%), ce qui n'est pas le cas pour l'hôtellerie (+3,9%) et les voyages à forfait (+25%).

Les primes d'assurance pour l'automobile diminuent pour la seconde année consécutive (-5,2%, après -4,3%). Les assurances logement, +20% pour les deux années précédentes, connaissent une accalmie (+2,7%).

Contributions à la hausse des prix en 2006

	glissement	moyenne
Alimentation hors produits frais	0,34%	0,33%
Produits frais	-0,21%	0,13%
Tabac	0,04%	0,03%
Produits manufacturés	0,45%	0,10%
Energie	0,71%	0,73%
Services	1,50%	1,07%
Ensemble	2,82%	2,44%

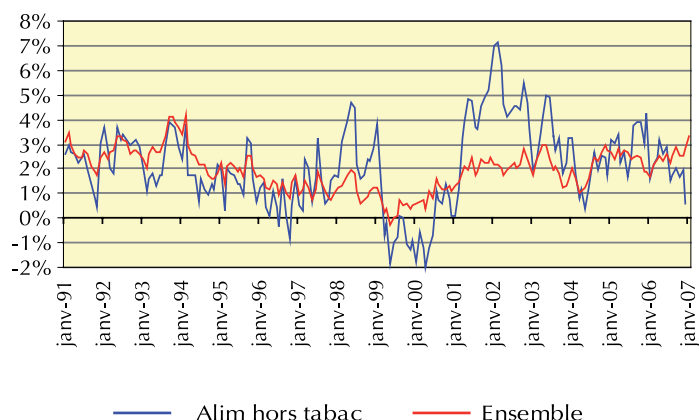
L'alimentation : ralentissement en fin d'année

L'alimentation représente 22% des dépenses des ménages martiniquais. Sur longue période, les prix des denrées alimentaires

évoluent à un rythme supérieur à l'indice d'ensemble (+44% entre 1990 et 2005 contre +36% pour l'ensemble), et nettement plus rapidement que chez les voisins guadeloupéens (+34%) et guyanais (+23%). En 2006, le poste alimentation (hors tabac) augmente de 2,0% en moyenne. Il contribue pour 0,5 point aux 2,4% de hausse des prix. Ce sont principalement les produits locaux qui expliquent cette hausse. Au premier semestre, une première phase de hausse importante a précédé un fort ralentissement au second semestre.

Les produits frais (légumes, fruits, poissons) ont augmenté au même rythme que les autres produits alimentaires, mais avec de fortes disparités. Avec des conditions climatiques plus favorables, le prix moyen des légumes est resté stable (+1%). Les prix des fruits augmentent davantage (+4%), même si certaines variétés locales diminuent, comme l'ananas et la banane. Les prix des poissons augmentent de 3%, mais les produits des pêches locales augmentent davantage : +4% pour le thon et +13% pour la sarde rouge. Certains prix de produits dits de première nécessité baissent. Il s'agit de produits importés comme le riz dont le prix au détail diminue depuis plus de 3 ans, ainsi que des pâtes et des boissons non alcoolisées (-1%).

Évolution des prix de l'alimentation



Mais nombreux sont les produits dont les prix augmentent : ceux de la viande de près de 4% comme ceux du porc local. Le prix du poulet local a notamment connu une hausse de 8% en moyenne, pourtant dans un contexte de baisse des prix de la volaille importée : le kilo atteint en moyenne 6,71 euros contre 6,21 en Guadeloupe.

Les œufs frais locaux augmentent de 3%, de même que l'eau de source locale. Pour les produits importés, les principales augmentations concernent le lait (+4%), la bière (+5%) et la morue séchée, en raison pour cette dernière de fortes tensions sur les cours mondiaux dues à la raréfaction de l'espèce.



Deux des principales fabrications locales ont des prix sages: le sucre (+1,6%) et le rhum agricole (+1%). Toutefois, une comparaison avec les mêmes produits en Guadeloupe n'est pas favorable à la Martinique : le prix du sucre y est plus élevé de 19% et le rhum de 11%.

Les tarifs du tabac ont été revalorisés en mars 2006. Sur l'année, la hausse moyenne est de 5%, ce qui est modéré par rapport au passé. Depuis janvier 1998, le prix du tabac a augmenté de 140% ce qui correspond à une hausse annuelle moyenne de 17%.

Les achats de produits manufacturés représentent 29% des

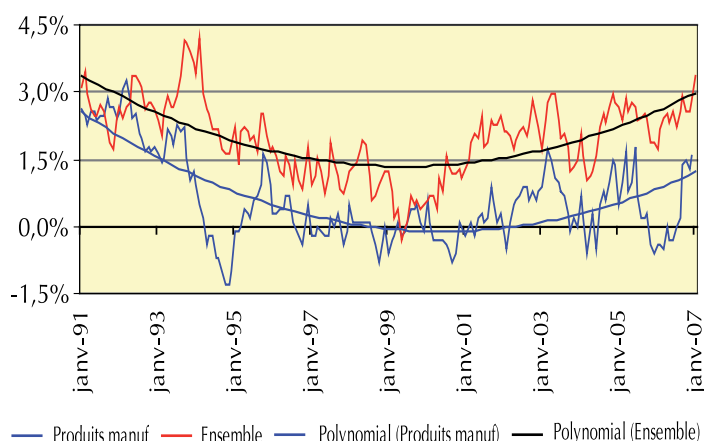
Les produits manufacturés restent sages

dépenses des ménages en biens et services. Sur longue période (entre 1990 et 2005), leurs prix ont augmenté presque quatre fois moins rapidement que l'ensemble (+10% contre +36%). C'est surtout l'habillement (8% des dépenses) qui contribue à cette modération puisqu'en 16 ans le prix moyen des vêtements et chaussures a augmenté de 3%.

Hors habillement, la hausse des produits manufacturés (+13%) reste nettement en dessous de la moyenne. 2006 affiche une progression encore en-dessous de cette tendance. Les prix des biens manufacturés ont augmenté de 0,3% en moyenne, si bien que leur contribution à la hausse des prix est négligeable (0,1 point sur les 2,4 points de hausse).

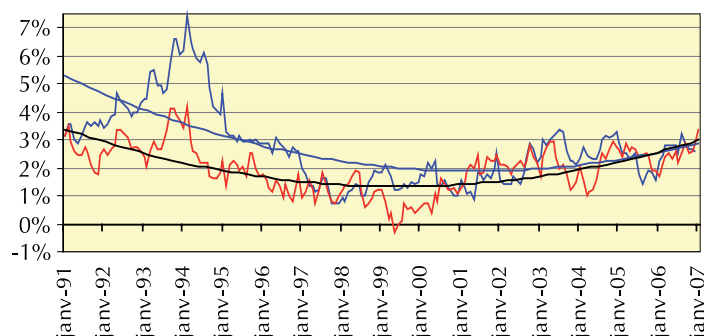
L'habillement, les chaussures, les meubles et les ustensiles de ménage ont des prix qui diminuent. Il en est de même pour les biens à forte valeur ajoutée et incorporant une technologie en pleine évolution, comme le matériel médical, les équipements informatiques, les appareils audio et vidéo, et les caméras et appareils photo.

Évolution des prix des produits manufacturés



Seuls à se démarquer de cette liste de baisses, les biens durables (+3,5%) et les véhicules automobiles (+5,7%) dont les prix augmentent fortement.

Évolution des prix de l'énergie

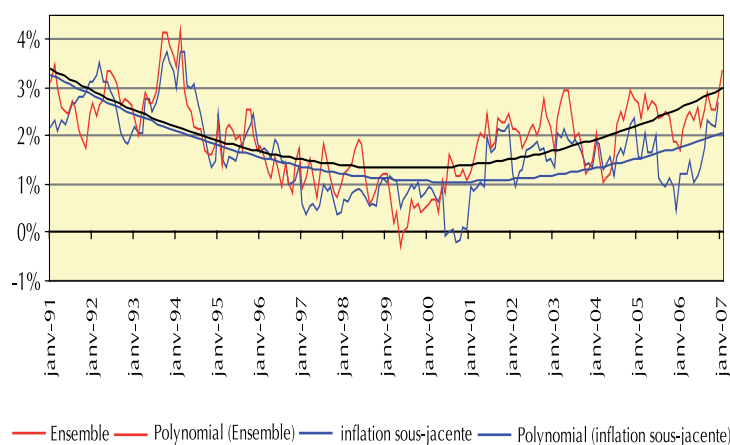


L'inflation sous-jacente plus élevée qu'en métropole

Pour rendre plus lisible l'évolution à long terme de l'inflation, fortement perturbée ces dernières années par l'instabilité de biens et services comme les produits pétroliers, les produits frais, voire certains tarifs publics comme le tabac, un indicateur a été élaboré pour évaluer l'inflation sous-jacente.

Depuis fin 2003, cet indicateur augmente moins rapidement que l'indice brut. 2006 confirme cette observation, avec une inflation sous-jacente de 1,7% en moyenne, ce qui est un peu supérieur à l'indicateur métropolitain (+1,4%), mais nettement plus bas que l'indice moyen (+2,4%).

Évolution des prix en Martinique depuis 1991



Claude JOEGER



Les prix à la consommation en Martinique

Indices base 100 = moyenne 1998

Regroupements	pondération 2006	indices 2005		indices 2006		variation 2006 / 2005	
		fin décembre	moyen	fin décembre	moyen	en glissement	en moyenne
Alimentation	2 218	120,5	117,7	121,2	120,0	0,6%	2,0%
Produits frais	635	132,7	125,1	128,4	127,5	-3,2%	2,0%
Alimentation hors produits frais	1 583	116,3	115,2	118,8	117,5	2,1%	2,1%
Tabac	73	230,8	230,6	242,3	240,9	5,0%	4,5%
Produits manufacturés	2 876	101,9	102,4	103,5	102,7	1,6%	0,3%
Habillement et chaussures	756	97,8	97,4	98,2	96,8	0,4%	-0,6%
Produits de santé	264	96,8	97,3	94,4	95,2	-2,5%	-2,2%
Autres produits	1 856	104,1	104,9	106,8	106,0	2,6%	1,1%
Energie	879	121,8	121,2	131,6	131,3	8,0%	8,3%
Produits pétroliers	567	132,1	131,1	144,7	144,9	9,5%	10,5%
Services	3 954	115,8	115,0	120,2	118,1	3,8%	2,7%
Loyers et services rattachés	1 029	120,1	117,9	125	123,0	4,1%	4,3%
Services de santé	358	115,0	114,7	117,8	116,1	2,4%	1,2%
Transports-communications	597	100,9	101,0	110,7	107,0	9,7%	5,9%
Autres services	1 970	117,0	116,5	119,4	118,1	2,1%	1,4%
Ensemble	10 000	113,6	112,8	116,8	115,5	2,8%	2,4%

Un peu de méthodologie

L'indice des prix à la consommation (IPC) est l'instrument de mesure de l'inflation. Il permet d'estimer, entre deux périodes données, la variation du niveau général des prix des biens et des services consommés par les ménages.

En Martinique, comme dans chacun des autres DOM, un indice régional est publié chaque mois et consultable gratuitement sur <http://www.insee.fr/martinique>.

La nomenclature utilisée comprend 12 fonctions de consommation, détaillées à plusieurs niveaux dont le plus fin comprend près de 300 postes.

L'indice porte sur un échantillon d'un peu plus de 700 familles de produits, appelées «variétés». Par exemple le poste «Pain» est composé de 3 variétés représentatives de la consommation : pain ordinaire, baguette, pain emballé en tranches.

Un échantillon régional de points de vente, stratifié par forme de vente, a été constitué pour représenter la diversité des produits par marques, enseignes et modes d'achat des consommateurs et prendre en compte des variations de prix différenciées selon les formes de vente.

Environ 6000 relevés sont réalisés par des enquêteurs selon une fréquence variable : 41 % des séries sont relevées mensuellement, 56 % de façon bimestrielle (notamment l'habillement et des produits manufacturés), les produits frais par quinzaine, etc.

L'échantillon des variétés suivies est mis à jour périodiquement pour tenir compte de l'évolution des comportements de consommation et, notamment, introduire des produits nouveaux dans les relevés.

L'IPC est un indice de Laspeyres chaîné annuellement. Les pondérations utilisées pour agréger les indices élémentaires sont mises à jour avec les enquêtes de l'INSEE sur le budget des familles. Chaque pondération mesure la part du produit dans l'ensemble des dépenses de consommation des ménages.

Inflation sous-jacente : l'indicateur d'inflation sous-jacente permet de mesurer les tendances à moyen/long terme des prix à la consommation. Il est construit en enlevant du calcul de l'indice global les postes les plus perturbateurs à court terme, traditionnellement les produits frais, les biens et services à prix réglementés, les carburants.